

DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE CESSONS DE FUIR

Si le *Journal des acteurs sociaux* consacre ce mois-ci son dossier au désastre écologique, c'est parce que nous avons la conviction que chaque personne, chaque organisation, chaque média, doit apporter sa contribution à la mobilisation de l'opinion. En effet, depuis plus de quarante ans, les alertes se suivent et se ressemblent, mais comme disait Jacques Chirac : "La maison brûle et nous regardons ailleurs". Or depuis lors, les informations se sont précisées et les événements se sont multipliés. La biodiversité est en chute libre, et le désordre climatique s'amplifie. À ce rythme, c'est peut-être bien l'espèce humaine tout entière qui est dorénavant menacée si rien n'est fait. Faisons donc le point sur la gravité de la situation, mais aussi sur les solutions qui existent car du pire peut naître le meilleur comme le pensent de plus en plus de jeunes mobilisés pour la sauvegarde de la planète.

PAR JEAN-LOUIS SANCHEZ ET CHRISTOPHE ROBERT

QUAND LE VIVANT S'EFFONDRE

L'annonce est tombée telle un couperet : un million d'espèces sont aujourd'hui en danger. Cette alerte, publiquement lancée le 6 mai par l'IPBES, plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, est le fruit d'un travail inédit mené par quelque 145 experts issus de 50 pays durant trois années. Trois années à passer au crible plus de 15 000 publications scientifiques et données gouvernementales afin de pouvoir consigner leurs conclusions dans un rapport de 1 800 pages. Pour Robert Watson, président de l'IPBES, le diagnostic est sans appel. Selon lui, la destruction de la biodiversité et des services écosystémiques a atteint des niveaux qui menacent notre survie. Et le plus effrayant de tout cela est la rapidité du mouvement dévastateur.

Ainsi, en juin 2015, la revue *Science Advances* alertait sur le fait que les disparitions d'espèces ont été multipliées par 100 depuis 1950. Plus récemment, l'édition 2018 du rapport Planète vivante, publiée par le World Wildlife Fund [WWF, Fonds mondial pour la nature, N.D.L.R.] mettait en évidence que les populations d'animaux vertébrés (mammifères, oiseaux, poissons, reptiles et amphibiens) ont chuté de 60 % entre 1970 et 2014. "Jamais la vie sauvage n'a décliné à un rythme aussi rapide", commentait alors Pascal Canfin, directeur général du WWF France.

L'homme aurait-il donc à ce point oublié qu'il fait, lui aussi, partie des espèces susceptibles d'être menacées ? En 1972 déjà, l'explorateur scientifique

Paul-Emile Victor, le rappelait : "La nature est un tout dans lequel l'homme est inclus, et si cette nature disparaît, l'homme y perdra son milieu de vie". Las, les années passant, non seulement l'être humain n'a pas changé ses mauvaises habitudes, mais pire, il les a aggravées.

LE MÉPRIS DE LA NATURE

Selon les experts de l'IPBES, la crise actuelle de la biodiversité serait notamment imputable à l'expansion de l'agriculture intensive, avec l'utilisation massive d'engrais et de désherbants chimiques. Et la France n'est pas en reste dans ce vaste mouvement d'exploitation déraisonnée de la terre. En témoigne la récente cartographie dressée par l'association Générations futures qui s'est intéressée à la consommation française de pesticides. C'est en moyenne 2,6 kilogrammes de produits phytosanitaires qui sont vendus par hectare chaque année selon l'association. Résultat, la France s'affiche aujourd'hui au deuxième rang européen avec un volume annuel de plus de 72 000 tonnes de produits phyto vendus. C'est ce constat qui a déterminé un collectif de près de 260 scientifiques à prôner, dans un appel publié dans *Le Monde* du 17 mai, "une politique plus ambitieuse au nom du bien commun". Ils rappellent que "les pesticides contribuent pour une grande part à la chute dramatique de la biodiversité, avec des conséquences en chaîne sur les écosystèmes, comme l'illustre l'exemple des abeilles et autres insectes pollinisateurs sur l'agriculture elle-même et, in fine, sur l'alimentation".

Démographie : l'enjeu africain

C'est en Afrique que le problème de la croissance démographique est le plus aigu. Le continent, qui compte 1,13 milliard de personnes, pourrait voir sa population quadrupler d'ici à 2100. Un humain sur six vit aujourd'hui en Afrique, et ça sera probablement plus d'un sur trois dans un siècle, si on ne

fait rien pour limiter les naissances. C'est au Niger, l'un des pays les plus pauvres au monde, que la fécondité est la plus élevée, avec 7 enfants par femme en moyenne. En cause, la faible prévalence contraceptive avec 18 % des femmes qui ont accès à un service de planification familiale, contre

38 % en Ethiopie ou 60 % au Cap-Vert. On voit donc bien là l'importance d'une action internationale qui, par voie éducative, sanitaire et financière (développement de la Sécurité sociale), uniformiserait par le haut le recours au planning familial.

L'impact des changements environnementaux sur la santé

Dès à présent, les conséquences du changement climatique sur la santé peuvent être observées. Ainsi, la Croix-Rouge française a d'ailleurs choisi de mettre au cœur de sa dernière conférence mondiale qui se déroulait à Cannes les 15 et 16 avril dernier, le thème "Santé et changements climatiques. Soigner une humanité à +2 °C". L'occasion de mettre en lumière les impacts évidents du dérègle-

ment climatique sur la fragilisation de la population (allergies, maladies, décès prématurés). Quelques jours plus tard, un rapport de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), publié le 18 avril, nous apprendait que les événements météorologiques ont été en Europe à l'origine du décès de 115 000 personnes et de la perte de 453 milliards d'euros entre 1980 et 2017. Sur le plan planétaire, les experts

de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont eux aussi formels : le réchauffement climatique pourrait entraîner 250 000 morts supplémentaires chaque année entre 2030 et 2050. D'autres prévisions, plus pessimistes encore, font état de 530 000 décès prématurés chaque année du fait de la baisse de la disponibilité alimentaire liée au changement climatique.



1,13 milliard de personnes vivent aujourd'hui sur le continent africain. Un chiffre qui pourrait quadrupler d'ici 2100

De même, l'IPBES souligne les effets dévastateurs de la déforestation sans limite en Amérique latine ou en Afrique, avec la destruction des habitats naturels. En l'espace de quelques années, le Brésil a anéanti à lui seul l'équivalent du territoire français en forêts. La forêt amazonienne, qui s'étend jusqu'en Colombie et au Pérou, a perdu près d'un cinquième de sa surface depuis 1985. Et la situation risque de s'aggraver rapidement avec l'élection de Jair Bolsonaro, qui supprime progressivement toutes les entraves législatives à la déforestation : concrètement, selon Greenpeace, rien que l'année dernière, plus d'un milliard d'arbres ont été abattus en Amazonie ! Au plan mondial, le couvert forestier a reculé d'un tiers par rapport à l'ère préindustrielle,

résume l'IPBES, qui ajoute : "Aujourd'hui, 75 % des milieux terrestres sont altérés de manière significative, tandis que 66 % des milieux marins subissent de plus en plus d'impacts cumulatifs, et que plus de 85 % des zones humides ont été perdues". Or avec la crise de la biodiversité apparaîtra bientôt la crise alimentaire, et ce au moment où la population mondiale est en expansion rapide.

DÉMOGRAPHIE : AGISSONS

Au 1^{er} janvier 2019, la Terre héberge 7,7 milliards d'humains (rappelons que la population mondiale était de 2,5 milliards en 1950). Et la plupart des projections démographiques convergent vers un accroissement de 2 milliards supplémentaires à l'horizon 2050. Et pourtant la récente COP 24, conférence des parties sur le climat, qui s'est tenue à Katowice (Pologne) a comme toutes les précédentes ignoré le sujet. Fort heureusement, dorénavant certaines voix s'élèvent pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'intensifier les efforts en faveur du contrôle des naissances. C'est le cas notamment d'un appel lancé le 9 octobre 2018 par une vingtaine de scientifiques, pour affirmer que "freiner la croissance de la population est une nécessité absolue". Les signataires estiment qu'il faut financer des programmes de planning familial et de contraception, notamment en Afrique (voir encadré). Ils ne sont pas les seuls. Dans un article publié l'an dernier dans la revue

Environmental Research Letters, des chercheurs suédois ont démontré l'importance prioritaire du contrôle démographique sur toute autre mesure. Toujours en 2018, la revue *Biosciences* a publié une tribune signée par 15 000 scientifiques de 184 pays affirmant que la capacité d'accueil de la biosphère avait atteint sa capacité maximale. D'ailleurs Global Footprint Network publie chaque année le jour "de dépassement", date à laquelle l'humanité a dépassé les ressources que la Terre peut régénérer en une année. Depuis 1970, il est passé du 29 décembre au 1^{er} mai cette année. C'est principalement, selon Jacques Véron, directeur de recherches à l'Ined, dû à l'évolution démographique, ce qui l'incite à préconiser d'anticiper dès à présent "sur les conséquences de ce scénario, sur les ressources en eau, l'alimentation, l'usage des terres". Et notre chercheur de l'Ined de préciser que "si l'on ne maîtrise par l'accroissement de la population, il faudra calquer notre mode de vie sur celui de l'Inde".

CLIMAT: ON JOUE AVEC LE FEU

Cette affirmation pourrait passer pour une simple provocation, si tous les clignotants n'étaient pas par ailleurs au rouge sur le dérèglement climatique, avec des inondations sans précédent, des vagues de canicules, des sécheresses record... et ne cesse de s'aggraver depuis plusieurs années.

Ainsi, les températures moyennes enregistrées au cours des quatre dernières années sont les plus élevées enregistrées depuis 1850, et continuent à



progresser. Dans l'hémisphère nord, entre les ouragans Florence et Michael et le typhon Mangkhut, plus de 70 événements record ont été enregistrés l'année dernière. Sans compter les inondations qui ont frappé le sud-ouest de l'Inde où près de 1,4 million de personnes ont dû être évacuées en urgence. À plus de 13 000 kilomètres de là, les États-Unis ont enregistré pour leur part quatorze catastrophes climatiques majeures en novembre 2018, causant une perte de 91 milliards de dollars (soit environ 80 milliards d'euros), selon l'Administration

La France mal préparée

Selon un rapport rédigé par les sénateurs Ronan Dantec et Jean-Yves Roux sur l'adaptation de notre pays au dérèglement climatique, publié le 16 mai dernier, la situation serait extrêmement inquiétante. Or la France n'est aujourd'hui pas du tout prête à affronter l'avenir. Si des choix radicaux de transformation écono-

mique ne sont pas pris, notre pays serait en 2100 "écrasé de chaleur". Les températures grimperont de 3,5°C en hiver et de 2,6°C à 5,3°C en été par rapport aux moyennes de référence; la hausse du niveau des mers atteindrait 60 cm à 1 m. Et dès 2060, les territoires méditerranéens seraient soumis à un risque extrême d'incendie de 80

à 100 jours par an. Selon les rapporteurs, plusieurs chantiers sont cruciaux en ce qui concerne la production industrielle, le bâtiment, les territoires d'outre-mer, mais aussi l'agriculture. Ils prônent une mutation vers l'agro-écologie et la recherche de variétés culturales plus résistantes à la sécheresse.



Dans l'hémisphère nord, plus de 70 événements record ont été enregistrés l'année dernière

© Pixabay

américaine pour les océans et l'atmosphère (NOAA). Autant de manifestations concrètes du dérèglement climatique qui ne sont pas sans nous rappeler la réalité de "l'effet papillon", autrement dit celui des conséquences planétaires de phénomènes en apparence strictement localisés. Ce risque est particulièrement aigu en ce qui concerne la montée des eaux. Publiée dans la revue *Earth's Future* le 13 décembre 2017 une étude annonçait que l'élévation pourrait être eux fois supérieure au niveau précédemment anticipé, avec une hausse qui pourrait atteindre 80 cm en 2050, et 146 cm en 2100. Pour dresser ce constat, les auteurs ont étudié en particulier l'Inlandsis de l'Antarctique, et plus précisément les phénomènes de fracturation hydraulique et l'effondrement des falaises de glace. Et cette estimation revue à la hausse ne sera pas sans conséquence, car les eaux pourraient alors submerger les terres où habitent aujourd'hui plus de 150 millions de personnes.

D'ailleurs, outre la baisse de la production alimentaire, les famines et les pénuries, ce sont surtout les vagues de migrations incontrôlables sur fond de survie qui inquiètent aujourd'hui les observateurs. Ainsi, l'Organisation des Nations

unies (Onu) chiffre le flux de migrants climatiques d'ici à 2050 à plus d'un milliard de personnes. Et il est difficile d'imaginer ces migrations contraintes sans le lot de conflits qui en découleront. C'est pourquoi, en décembre dernier, 181 pays membres de l'Assemblée générale des Nations unies ont adopté à Marrakech le "Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières". Un texte qui reconnaît pour la première fois au plan international le changement climatique comme cause de migration.

LA DIFFICILE RÉSISTANCE

Cette résolution prise à Marrakech ne peut nous rassurer pour autant, car les sondages se suivent et se ressemblent pour montrer que l'écologie ne fait pas recette, sinon auprès de minorités conscientes mais bien isolées. Comme si l'enjeu de survie que sont la disparition de la biodiversité et le réchauffement climatique ne pouvaient être pris en compte par fatalisme ou par peur d'admettre un terrifiant destin.

Dans ce contexte, les destructeurs de la planète ont toute latitude pour influencer l'opinion. Chacun le sait dorénavant, tous les grands pollueurs sont aussi d'extraordinaires manipulateurs. Récemment, *Le Monde* dénonçait les agissements du groupe Monsanto, qui fichait les responsables politiques et techniques susceptibles d'être entraînés dans sa démarche de désinformation sur les risques des produits chimiques. Mais il n'y a pas que ces manœuvres qui expliquent le faible intérêt des populations pour le désastre écologique, il y a aussi les mauvais choix des experts du GIEC et de l'Onu pour alerter l'opinion. En donnant à tous le sentiment que l'essentiel se jouera en 2100, on rassure tout le monde sur le temps encore disponible. Et bien que l'incendie soit déjà allumé, nos dirigeants peuvent encore parler sans contrainte de promesses et d'horizons lointains. Ainsi, bien que la France ait organisé la Cop 21, les mesures prises depuis lors ne permettront d'atteindre aucun des objectifs fixés. Et pourtant il ne s'agissait alors que d'engagements bien modestes.

Du côté de Bruxelles, même constat. Ainsi le 9 octobre 2018, à l'issue de 13 heures de discussions

serrées, les 28 ministres de l'environnement de l'Union européenne n'ont accouché dans la douleur que d'un petit compromis sur les normes d'émission de CO₂ par les voitures. Ils ont fixé un objectif de réduction de 35 % d'ici à 2030, alors qu'il faudrait être deux fois plus exigeants pour tenir l'accord de Paris. Plus récemment, les 5 et 6 mai derniers, un G7 de l'environnement, réuni à Metz, adopte une charte sur la biodiversité dépourvue de tout objectif chiffré. Et l'avenir ne sera pas plus encourageant, car en 2020 le G7 sera présidé par les États-Unis et le G20 par l'Arabie Saoudite. Pour Claude Henry, directeur scientifique de l'Institut du développement durable : "Ce que font ceux qui ont aujourd'hui du pouvoir politique ou économique ne contribue guère à nous écarter de la trajectoire qui mène au désastre, quand cela ne nous y pousse pas".

LES SOLUTIONS EXISTENT

Et pourtant les scénarios de transition écologique ne manquent pas. Toujours selon Claude Henry, il faudrait d'abord réorienter la pression fiscale sur les activités et produits qui contribuent à la dégradation du capital naturel. Il faudrait aussi mettre fin à la surévaluation boursière des entreprises qui produisent des énergies fossiles, car celle-ci repose sur l'hypothèse de l'utilisation de toutes les réserves disponibles. Or leur consommation provoquerait des émissions de l'ordre de 2 500 à 3 000 gigatonnes de CO₂, soit quatre fois le seuil compatible avec les pires prévisions climatiques. Enfin, il

préconise de substituer un modèle d'agriculture fondé sur la biologie et non plus sur la chimie.

En ce qui concerne les coûts de cette transition, selon les dernières études de l'Agence internationale de l'énergie (IEA), les investissements nécessaires d'ici à 2050 pour limiter le réchauffement en développant des énergies propres s'élèveraient à 44 000 milliards de dollars. Certes le chiffre peut paraître impressionnant, mais sur la même période de trente ans, la somme des PIB des seuls pays d'Europe s'élèverait à 450 000 milliards. De plus, le recours à de nouveaux modes de consommation (énergie solaire, isolation des bâtiments, fin de l'obsolescence programmée...), pourrait engendrer 115 000 milliards de dollars d'économies dans les années qui suivront. Et surtout cette mutation de l'économie pourrait redonner une impulsion décisive au niveau mondial sur l'emploi. Qu'il s'agisse de la métamorphose des transports (voir encadré), de l'isolation des bâtiments, de la généralisation des nouvelles sources d'énergie les emplois issus de ces besoins nouveaux se compteraient par millions. Il faut lire et relire les travaux de Jeremy Rifkin pour mesurer les immenses potentiels qui naîtraient de ces enjeux de survie. D'ailleurs cette conviction commence à être reprise dans les grands mouvements d'opinion, comme aux États-Unis par exemple.

POUR UN "NEW DEAL" VERT

Et c'est particulièrement important, car n'oublions pas que si toute la planète avait la possibilité de

Quand la mobilité change de voie

Il y a encore deux ans, le scepticisme était de rigueur sur le développement des modes de locomotion alternatifs. Chacun le sait, la voiture électrique sera bientôt la norme, en commençant par la Chine pour aboutir à l'Europe. En effet, les évolutions technologiques permettent de prévoir très prochainement une autonomie de plus de 500 kilomètres, et dans quelques années de 800

kilomètres. Le bond technologique repose sur une batterie lithium-air, dix fois plus performante que celle au lithium-ion. Ce qui conduit tous les constructeurs automobiles à revoir leur stratégie, comme par exemple Renault qui investit massivement sur les voitures électriques à faible coût. Parallèlement, le recours à l'hydrogène commence à pénétrer le secteur automobile, après avoir

fait ses preuves dans les transports ferroviaires. Ainsi l'Allemagne développe depuis peu un réseau de train à hydrogène, qui devrait se généraliser à l'horizon 2030. En France, on a choisi une autre voie moins prometteuse sur le plan écologique avec les TER hybrides, qui seront mis en œuvre dans trois régions en 2020 (Grand-Est, Nouvelle Aquitaine et Occitanie).



© Pixabay

vivre “comme les Américains”, il nous faudrait être au maximum 1,9 milliard d’humains sur Terre, selon Bent Flyvbjerg, professeur à l’Université d’Oxford. Mais fort heureusement les États-Unis ont déjà prouvé leur capacité à transformer radicalement leur économie. Il y a 78 ans, le 7 décembre 1941, l’attaque surprise menée par les forces japonaises contre la base navale américaine de Pearl Harbour (Hawaï) entraînait, outre l’entrée des États-Unis dans la deuxième Guerre mondiale, une mutation complète de 60 % de son appareil de production industrielle. Et aujourd’hui, bien que Donald Trump s’érige en leader des climatosceptiques et entraîne les États-Unis dans des chemins extrêmement dangereux, on voit progressivement se dresser dans son propre pays ainsi qu’au Canada un mouvement d’idées prometteur, le “Green New Deal”. Parmi les porte-paroles de ce mouvement au Canada, Naomi Klein déclare : “Les solutions ne manquent pas, mais le vrai problème à surmonter réside dans le cloisonnement factice et excessif des enjeux. Il faut aboutir à une conver-

gence des revendications sociales et écologiques pour accélérer les choses. C’est ce qui s’est produit aux États-Unis avec le New Deal en 1933, ou en Grande-Bretagne avec l’instauration de l’État providence en 1945”. Cette convergence est d’ailleurs aussi souhaitée en France, comme le montre la signature par 19 organisations d’un pacte social et écologique le 5 mars dernier.

LES PREMIERS PAS D’UN PROJET ALTERNATIF

Ce pacte social et écologique, assorti de 60 propositions d’actions, constitue une réponse collective et vigoureuse pour esquisser un projet de société alternatif. Il est porté par trois syndicats (CFDT, CFTC et Unsa), par la Mutualité française et par des associations environnementales, sociales ou d’éducation populaire incontournables, et défendu par deux têtes d’affiche dont la parole est tout sauf négligeable : le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, et l’ancien ministre de la transition écologique, Nicolas Hulot. Mais le document s’avère plus incisif sur le plan social qu’environnemental. On y trouve en effet l’affirmation de principes ambitieux sur la réconciliation de la transition écologique et de la justice sociale, mais assez peu de propositions sur la mutation de l’économie. Comme si les signataires n’avaient pas osé aborder les questions qui fâchent, comme la nécessaire transformation de nos modes de vie. Or, la question écologique doit être l’affaire de tous, et invite à remettre en cause nos postures, nos comportements, au regard de la consommation, du travail, de la persistance des solidarités naturelles, de nos obligations vis-à-vis des générations futures. C’est la raison pour laquelle l’ONU a depuis longtemps établi une relation entre la préservation des valeurs humanistes et le développement durable, à travers le concept de “développement humain”. C’est là qu’apparaît peut-être l’intérêt d’un rapprochement des concepts de fraternité et de défense de l’environnement, pour montrer l’importance d’une reconnaissance plus affirmée de l’interdépendance entre les humains dans ce combat. Et ainsi de rappeler que la préoccupation de l’environnement découle nécessairement de la préoccupation de l’autre.